

MINISTÈRE DE LA QUALITÉ DE LA VIE

JEUNESSE ET SPORTS

Brevets d'Etat d'éducateur sportif de football.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports),

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 modifiée, réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu l'arrêté du 12 juin 1973 modifié relatif à l'attribution des brevets d'Etat de moniteur de football, d'entraîneur de football et d'entraîneur instructeur de football ;

Vu les arrêtés du 8 mai 1974 relatifs aux examens de formation commune et aux examens de formation spécifique du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu le décret n° 74-605 du 25 juin 1974 fixant les attributions du secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports),

Arrête :

Art. 1^{er}. — Dans le cadre des mesures transitoires prévues aux arrêtés du 8 mai 1974 susvisés, les délais d'ancienneté de possession des titres exigés pour l'inscription aux examens de formation spécifique du brevet d'Etat de moniteur de football, d'entraîneur de football et d'entraîneur instructeur de football ainsi que ceux fixés pour l'inscription aux examens de formation commune du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif sont ramenés à un an en ce qui concerne les personnes âgées de vingt-sept ans au moins au 1^{er} janvier 1973 et titulaires du brevet d'Etat d'initiateur de football institué par l'arrêté du 24 mai 1966.

Art. 2. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'application du présent arrêté.

Fait à Paris, le 11 avril 1975.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :
Le directeur de l'éducation physique et des sports,
JACQUES PERRILLIAT.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

Décret n° 75-273 du 21 avril 1975 portant statut particulier de l'inspection du travail.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances, du ministre de l'agriculture, du ministre du travail et du secrétaire d'Etat aux transports,

Vu l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, notamment son article 2 ;

Vu le décret n° 49-1239 du 13 septembre 1949 portant règlement d'administration publique et fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de l'Etat, modifié par les décrets n° 51-1400 du 5 décembre 1951 et n° 57-1044 du 18 septembre 1957 ;

Vu le décret n° 50-1304 du 20 octobre 1950 portant règlement d'administration publique relatif au statut particulier du corps de l'inspection du travail et de la main-d'œuvre, modifié par les décrets n° 57-1095 du 30 septembre 1957, n° 60-1183 du 7 novembre 1960, n° 62-1120 du 22 septembre 1962, n° 65-284 du 12 avril 1965, n° 66-250 du 16 avril 1966, n° 66-337 du 31 mai 1966, n° 67-772 du 9 septembre 1967 et n° 69-1007 du 5 novembre 1969 ;

Vu le décret n° 53-850 du 16 septembre 1953 portant règlement d'administration publique relatif au statut particulier des inspecteurs et des contrôleurs des lois sociales en agriculture, modifié par les décrets n° 60-544 du 7 juin 1960 et n° 63-1296 du 23 décembre 1963 ;

Vu le décret n° 57-559 du 7 mai 1957 portant règlement d'administration publique relatif au statut particulier du corps de l'inspection du travail et de la main-d'œuvre des transports, modifié par les décrets n° 61-593 du 9 juin 1961 et n° 66-489 du 22 juin 1966 ;

Le Conseil d'Etat (section des finances et section sociale réunies) entendu,

Décète :

TITRE I^{er}

Dispositions générales.

Art. 1^{er}. — Il est créé un corps interministériel d'inspection du travail classé dans la catégorie A prévue à l'article 17 de l'ordonnance susvisée du 4 février 1959.

Ce corps est substitué sous réserve des dispositions des articles 25 et 27 ci-après pour ce qui concerne les inspecteurs généraux :

Au corps de l'inspection du travail et de la main-d'œuvre ;
Au corps de l'inspection des lois sociales en agriculture ;
Au corps de l'inspection du travail et de la main-d'œuvre des transports.

Les fonctionnaires du corps de l'inspection du travail dont la gestion est assurée par le ministre chargé du travail sont placés sous l'autorité des ministres chargés respectivement du travail, de l'agriculture et des transports et exercent leurs fonctions conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Art. 2. — Le corps de l'inspection du travail comprend les grades suivants :

Directeur du travail hors classe ;
Directeur du travail ;
Directeur adjoint du travail ;
Inspecteur du travail.

Art. 3. — Le grade de directeur du travail hors classe comporte trois échelons auxquels s'ajoute un échelon fonctionnel afférent à l'emploi de directeur hors classe chargé au ministère du travail de la région parisienne.

Le grade de directeur du travail comprend une deuxième et une première classe à laquelle s'ajoute un échelon fonctionnel réservé aux fonctionnaires chargés au ministère du travail des départements de Paris, des Bouches-du-Rhône, du Nord et du Rhône.

La 2^e classe comporte cinq échelons et la 1^{re} classe trois échelons.

Le grade de directeur adjoint du travail comporte une classe normale et une classe fonctionnelle comprenant respectivement cinq et six échelons.

Les directeurs adjoints du travail de classe fonctionnelle occupent des emplois dont la liste est fixée dans la limite des emplois budgétaires par arrêtés des ministres chargés du travail, de l'agriculture et des transports.

Le grade d'inspecteur du travail comporte sept échelons non compris l'échelon d'inspecteur élève.

TITRE II

Recrutement.

Art. 4. — Les inspecteurs du travail sont recrutés :

a) Par concours dans les conditions précisées à l'article 5 ci-après ;

b) Au choix parmi les contrôleurs du travail, chefs de section et chefs de centre des services extérieurs du ministère chargé du travail, et parmi les contrôleurs, contrôleurs principaux et contrôleurs divisionnaires des lois sociales en agriculture âgés de quarante-cinq ans au moins.

Le nombre d'inspecteurs recrutés en application du b ci-dessus ne peut excéder un neuvième du nombre des candidats reçus aux concours prévus au a ci-dessus.

Art. 5. — Deux concours distincts sont ouverts simultanément chaque année :

1° Le premier concours est ouvert, pour les deux tiers des emplois à pourvoir, aux candidats âgés de moins de trente-cinq ans au 1^{er} janvier de l'année du concours et justifiant de l'un des titres ou diplômes exigés pour les concours externes d'entrée à l'école nationale d'administration.

2° Le second concours est ouvert, pour le tiers des emplois à pourvoir, aux fonctionnaires et agents de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics de l'Etat appartenant au moins à la catégorie B ou occupant un emploi de niveau reconnu équivalent par arrêté conjoint des ministres